

Cameroun/Violences

79 élèves enlevés dans le Nord-Ouest anglophone

AFP
Yaoundé/Cameroun

Il s'agit du plus important kidnapping dans cette zone depuis le début du conflit avec des séparatistes armés. Il intervient à la veille de la prestation de serment du président Paul Biya.

SOIXANTE dix neuf élèves ont été enlevés hier dans la région du nord-ouest du Cameroun, le plus important kidnapping dans cette zone anglophone depuis le début du conflit entre des séparatistes et l'armée, à la veille de la prestation de serment du président Paul Biya.

Ce type d'enlèvement de masse d'élèves est sans précédent au Cameroun. Il est pratiqué dans le nord du Nigeria voisin par le groupe jihadiste Boko Haram, comme à Chibok où plus de 200 jeunes filles avaient été enlevées dans leur internat en 2014, suscitant l'indignation du monde entier.

"79 élèves et trois encadreurs" de la Presbyterian Secondary School de Bamenda (capitale régionale du Nord-Ouest) ont été enlevés, a indiqué à l'AFP le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Issa Tchiroma Bakary.

Ces trois "encadreurs" sont le principal de l'établissement, un enseignant et un chauffeur, selon une source gouvernementale camerounaise.

"Les recherches pour re-



Photo : AFP / L'Union

La ville de Bamenda, théâtre du rapt de 79 élèves par des séparatistes anglophones.

trouver les otages ont été lancées, la mobilisation est totale", a ajouté cette source qui s'exprimait à l'issue d'une réunion de crise en fin de matinée hier. "L'établissement est quadrillé par les forces de sécurité. Nous n'y avons pas accès", a précisé une autre source proche de l'établissement.

Dans une vidéo de 6 minutes obtenue par l'AFP, onze garçons d'une quinzaine d'années déclinent un à un, en anglais, leur identité, et indiquent avoir été enlevés à la Presbyterian Secondary School de Bamenda par les "Amba boys", les séparatistes anglophones.

« Nous allons ouvrir nos propres écoles ici, nous allons rester ensemble et combattre pour l'Ambazonie », l'Etat que les séparatistes entendent créer, indique un homme au micro du téléphone filmant la scène.

La vidéo n'a pu être authentifiée de source indépendante.

"Plus de 700 élèves" étudient à la Presbyterian Secondary School, selon le site web de l'établissement qui souligne recevoir des élèves "de toutes les origines religieuses et linguistiques du Cameroun".

"Tout ce que nous savons c'est que les élèves enlevés seraient essentiellement des garçons", a précisé la source proche de l'établissement.

ECOLES VISEES• Cet enlèvement de masse survient à la veille de la prestation de serment du président Paul Biya, 85 ans, au pouvoir depuis 1982, réélu pour un septième mandat avec 71,28% des votes.

"Des enfants sont une fois de plus victimes d'une crise qui n'est pas la leur. RIEN ne peut justifier l'enlèvement d'enfants innocents!", a réagi sur les réseaux sociaux Allegra Maria Del Pilar Baiocchi, coordinatrice humanitaire de l'Onu pour le Cameroun.

Dans la même région du Nord-Ouest, le sous-préfet de l'arrondissement de

Noni a également été enlevé dimanche.

Dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, une crise socio-politique sans précédent s'est installée fin 2016. Elle s'est transformée fin 2017 en conflit armé.

Des affrontements entre armée et séparatistes, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produisent quasiment tous les jours depuis plusieurs mois.

Les séparatistes ont créé un boycottage des établissements scolaires, estimant que le système scolaire francophone marginalise les étudiants anglophones.

Les attaques de séparatistes armés contre des écoles sont nombreuses depuis le début du conflit. Mi-octobre, six élèves avaient été enlevés dans une attaque de lycée à Bamenda, selon des sources concordantes. Les autorités avaient démenti.

Le jour de la rentrée sco-

laire début septembre, un directeur d'école a été assassiné, un professeur mutilé et plusieurs lycées attaqués.

BANDES ARMEES ET PILLARDS• Le conflit armé a redoublé d'intensité dans la région du Nord-Ouest après plusieurs mois d'accalmie, les affrontements s'étant concentrés durant l'été dans la région du Sud-Ouest.

Le 30 octobre, un missionnaire américain a été tué par balle dans son véhicule à Bambui, en banlieue de Bamenda. Les raisons de son assassinat restent inconnues, mais l'Etat a accusé les "terroristes" d'être à l'origine de sa mort alors que Washington a évoqué des "tirs croisés".

Selon des sources concordantes, aux séparatistes armés se sont ajoutés des bandes armées qui rackettent les populations et les entreprises.

Les autorités, qui refusent le dialogue avec les séparatistes qu'elles qualifient de "terroristes", ont procédé depuis début 2018 à un important déploiement de forces de sécurité pour "rétablir l'ordre".

Plus de 175 membres des forces de défense et sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit ainsi que plus de 400 civils, selon les ONG.

Dans la zone, plus de 300 000 personnes ont fui les violences, pour la grande majorité en brousse et dans les grandes villes des régions voisines, et d'autres sont parties au Nigeria voisin.

L'Afrique en bref

• Centrafrique/Diplomatie. La mise en garde de Paris



Photo : AFP

La ministre française des Armées Florence Parly a mis en garde hier contre toute "manipulation intéressée de puissance opportuniste" en République centrafricaine (RCA), dans une allusion à peine voilée à la Russie.

• Mauritanie/Diplomatie/Les dénonciations de Nouakchott

Le gouvernement mauritanien a dénoncé hier la décision des Etats-Unis de lui retirer le statut de partenaire commercial privilégié en Afrique, en raison de la persistance de pratiques de "travail forcé" et "d'esclavage héréditaire", selon Washington.

• RD Congo/Droits de l'homme. Torture : une ONG accuse

Une ONG britannique a accusé hier les autorités congolaises d'"encourager tacitement et activement" la torture contre les militants engagés en politique, lançant un appel à la vigilance à moins de deux mois des élections générales en République démocratique du Congo.

• Soudan du Sud/Diplomatie. Salva Kiir médiateur des conflits au Soudan



Photo : AFP/AGY

Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, a été désigné comme médiateur lors des pourparlers de paix entre Khartoum et les rebelles des Etats soudanais du Darfour (ouest), du Kordofan-Sud (sud) et du Nil Bleu (sud-est). Le conseiller à la sécurité de Salva Kiir, Tut Kew, a déclaré hier à la presse que le chef d'Etat avait accepté "d'assurer la médiation entre le gouvernement de Khartoum et l'opposition armée au Soudan".

• Tchad/Rébellion. Un sous-préfet rejoint un comité d'auto-défense contre l'armée

Un sous-préfet du nord du Tchad a annoncé hier à l'AFP avoir rejoint un comité d'auto-défense contre l'armée tchadienne après avoir démissionné de ses fonctions dimanche pour protester contre une opération militaire tchadienne dans le Tibesti.

Sénégal/Défense

Le Forum de Dakar souligne le lien entre sécurité et développement

AFP
Dakar/Sénégal

LE président sénégalais Macky Sall et la ministre française des Armées Florence Parly ont souligné hier le lien indissociable entre sécurité et développement, en ouverture à Dakar du Forum sur la paix et la sécurité en Afrique.

"La paix, la stabilité et la sécurité sont les préalables au développement", a déclaré Macky Sall, en présence de son homologue gambien, Adama Barrow, seul chef d'Etat étranger présent à l'ouverture de cette cinquième édition du Forum de Dakar.

"Face aux défis sécuritaires, notre premier devoir est de faire en sorte que nos Etats restent forts et résilients", a ajouté le président sénégalais, en estimant que

"quand l'Etat est affaibli, il perd sa fonction protectrice, la confiance de ses populations et de ses partenaires".

"Partout nous faisons face aux mêmes menaces, partout nous ne devons pas céder, partout nous ne devons pas laisser notre vie rythmée par la menace et la peur", a estimé Macky Sall avant de déclarer le forum ouvert.

"Vouloir la sécurité sans l'aide humanitaire serait absurde, dangereux. Vouloir le respect des droits, de la propriété, de l'accès à l'éducation, sans être prêt à assurer la sécurité et la sérénité serait vain", a expliqué Florence Parly, qui s'exprimait également lors de la séance inaugurale.

"La sécurité et le développement sont les deux faces d'une même pièce, deux ensemble sur lesquels agir pour les conditions d'une



Photo : AFP

"La sécurité et le développement sont les deux faces d'une même pièce", a expliqué par exemple la ministre française des Armées Florence Parly, présente à l'ouverture du forum.

paix durable", a ajouté la ministre française des Armées.

"Cela doit être une action collective des nations africaines (...), des ONG, des organisations internationales, de la communauté internationale dans son ensemble",

a-t-elle poursuivi. Prenant en exemple le Golfe de Guinée, "espace de tant de possibles, riche en ressources, qui a tout pour être l'épicentre du commerce et des échanges", elle a regretté que cette région soit "minée par la piraterie

et la pêche illégale".

"Il y a 100 ans, plus de 160 000 soldats africains venaient se battre aux côtés de la France. Plus de 30 000 d'entre eux devaient y laisser la vie", a par ailleurs rappelé la ministre des Armées, à quelques jours du centième anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale.

"La France n'oublie pas ce sacrifice consenti pour sa liberté", a assuré Mme Parly, alors que, demain, le président français Emmanuel Macron sera accompagné par son homologue malien Ibrahim Boubacar Keïta à Reims (est de la France) pour honorer "l'Armée noire" des tirailleurs africains, dans le cadre des cérémonies de commémoration de la Grande Guerre.